

## JUSTICE

# Vers l'instauration du travail d'intérêt général pour les jeunes détenus

**Le gouvernement Ouyahia s'apprête-t-il à introduire la condamnation à des travaux d'intérêt général dans la législation algérienne ? La question est au centre d'un débat au sein des institutions concernées et fera l'objet, le 11 janvier, d'un séminaire qui sera organisé par la chancellerie.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -**

L'information a été rendue publique avant-hier par le ministère de la Justice dans un communiqué de presse, à travers lequel il est indiqué qu'un séminaire portant "condamnation à des travaux d'intérêt général" sera organisé le 11 janvier prochain.

Cette rencontre sera animée par des experts algériens et verra la participation d'une centaine de personnes, dont des juges d'application des peines, des présidents de chambre, des procureurs et des procureurs adjoints, des juges pour mineurs ainsi que des représentants du Centre des recherches juridiques et judiciaires.

A en croire des sources proches du département de la justice, la réflexion sur l'introduction de la condamnation à des travaux d'intérêt général est à un stade très avancé, et un débat avec des experts en la matière a été lancé.

«Les mineurs et autres jeunes détenus pourront écoper de cette peine si elle vient à être introduite dans le dispositif législatif algérien.»

Il s'agit d'une peine de substitution à une condamnation d'emprisonnement qui consiste à effectuer un travail non rémunéré pour

le compte de l'Etat ou d'une association habilitée. Selon des juristes, «le travail d'intérêt général (TIG) appartient à la catégorie des peines alternatives, ce qui signifie qu'il peut toujours être décidé par le juge à titre de substitution d'une peine principale».

«La personne condam-

née à un travail d'intérêt général a toujours le choix d'accepter ou non. Si elle refuse, la peine principale sera appliquée», explique-t-on.

Les travaux d'intérêt général peuvent prendre des formes multiples comme le nettoyage des espaces publics ou l'enseignement et ont pour but de faire réparer, par l'auteur du délit, les dommages causés afin de favoriser sa réinsertion sociale.

En France, le travail d'intérêt général a été institué par la loi du 10 juin 1983 et

représente une solution aux seules peines d'emprisonnement.

Les criminologues et les juges pour mineurs veulent réduire les peines privatives de liberté pour les infractions les moins graves donnant lieu à de courtes peines d'emprisonnement. C'est probablement dans cette optique que le département de la justice organise un séminaire sur le sujet le 11 janvier au niveau de la Résidence des magistrats située à El-Biar.

**A. B.**



Photo: Samir Sid

## DJELFA

## Hafnaoui Ghoul victime d'une agression

**Hafnaoui Ghoul, journaliste et militant des droits de l'Homme, déclare avoir été victime d'une agression à l'arme blanche, mardi soir, près de son domicile à Djelfa. Selon lui, cet acte de violence intervient en réaction à une série d'enquêtes journalistiques qu'il mène sur des dossiers de détournement et de corruption dans la wilaya de Djelfa.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Journaliste au quotidien *El Wassat*, Hafnaoui Ghoul a été victime, dans la nuit de mardi à mercredi, d'une agression perpétrée par deux individus encagoulés.

«Il devait être 23h 55. Je revenais du cybercafé où j'avais passé la soirée, lorsque deux personnes encagoulées m'ont apostrophé près de mon domicile. J'ai très vite compris qu'elles voulaient s'en prendre à moi. Au moment où j'ai voulu appeler mes voisins à l'aide, l'une d'elles a crié: il faut se

débarrasser de lui. L'autre individu a alors sorti un couteau et l'a dirigé violemment vers mon cœur. Je me suis débattu et la lame a lacéré mes vêtements.

Puis les deux hommes se sont enfuis à bord d'un véhicule qui était stationné à proximité de mon domicile», a expliqué Hafnaoui Ghoul, joint hier par téléphone.

Il assure, toutefois, n'avoir subi «aucune blessure» lors de cette agression. «Les policiers sont arrivés vers minuit et 30mn.

Ils ont rédigé un procès-



Photo: Samir Sid

verbal. Un de leurs véhicules est resté devant chez moi jusqu'au matin».

Suite à cet acte, Hafnaoui Ghoul, qui est également militant de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), a déposé une demande de

protection auprès du procureur général de la cour de Djelfa.

«En l'espace d'une semaine, j'ai reçu plusieurs menaces téléphoniques.

Mardi soir, quelques heures avant l'agression, deux personnes sont entrées dans le cybercafé où j'étais pour me menacer directement. Mais je ne pourrais dire si elles sont les auteurs de l'attaque.

J'ai finalement décidé d'introduire une demande de protection devant le procureur général de la cour de Djelfa.»

Hafnaoui Ghoul est formel: les menaces et l'acte de violence qu'il a subi sont liés aux investigations qu'il mène sur certains dossiers de corruption dans la wilaya de Djelfa.

«Je suis de ceux qui soutiennent le maire de

Djelfa. Cet élu a refusé d'attribuer des marchés publics à certaines personnes. Des responsables locaux sont liés à ces affaires. Sous la pression, le maire a finalement décidé de remettre sa démission au wali.

Ceux qui ont proféré des menaces à mon encontre ont promis de se débarrasser de moi comme ils se sont débarrassés du président d'APC», note-t-il.

De son côté, la LADDH a réagi à l'agression contre Ghoul à travers un communiqué de presse.

La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme a vivement dénoncé ce qu'elle estime être un attentat contre le journaliste et militant des droits de l'homme.

**T. H.**

## LEUR ENTREPRISE N'EST NI DISSOUTE NI ACTIVE

# 50 travailleurs n'ont pas perçu leur salaire depuis 10 années

**Une cinquantaine de travailleurs appartenant à l'Office d'intervention et de régulation d'opérations d'aménagement sur La Casbah d'Alger (Ofirac) n'ont pas perçu leur salaire depuis une dizaine d'années. Pourtant, une décision de justice rendue en leur faveur en 2007 ordonne «le paiement par l'employeur de la somme 44 201 247, 47 DA au collectif des travailleurs».**

L'entreprise rattachée à la wilaya d'Alger n'est ni dissoute ni opérationnelle. Ses activités sont à l'arrêt depuis plusieurs années. Son siège, situé au niveau de la place des Martyrs (Dar El-Hamra) à la Basse-Casbah, est fermé depuis quelques années, alors que ses biens immobiliers ont été transférés vers d'autres sites dans la capitale. Les travailleurs, quant à eux, sont «livrés à eux-mêmes», ballottés entre le siège de la wilaya d'Alger et le département de l'intérieur.

Créé au milieu des années 90 à l'époque du Gouvernement du Grand-Alger, l'Ofirac avait pour principale mission de restaurer et de réguler les opérations d'aménagement de La Casbah d'Alger.

Or, à leur grande surprise, ces derniers ont été surpris d'apprendre que leur salaire ne leur est plus assuré depuis juillet 1998. La situation dure depuis dix ans et aucune solution ne semble envisagée. «C'est un véritable calvaire que nous vivons. On ne peut

plus rembourser nos frais médicaux ou encore bénéficier de nos allocations familiales. Aujourd'hui, nous avons peur pour notre retraite et pour l'avenir de nos familles.

C'est une détresse au quotidien que nous vivons depuis 1998. Et pourtant, une décision de justice rendue en notre faveur par le tribunal de Bab-el-Oued ordonne le paiement de nos arriérés de salaire.

Plusieurs écrits ont été adressés aux walis d'Alger successifs et au ministère de l'Intérieur mais aucune suite favorable n'a été donnée à nos doléances.

Qu'on fixe définitivement notre sort. Pourquoi refuse-t-on de nous rétablir dans nos droits ?» s'est interrogé le porte-parole du collectif des travailleurs de

l'Ofirac. Contacté pour plus d'informations, un responsable exerçant au niveau de la Direction de l'habitat et de l'urbanisme de la wilaya d'Alger a évité de faire le moindre commentaire sur la question.

«C'est un dossier qui se trouve sur le bureau du wali», s'est-il contenté de dire. Cependant, nos tentatives de prendre attache avec le premier magistrat de la wilaya d'Alger sont restées vaines.

Il est à noter que parmi la cinquantaine de travailleurs figurent des ingénieurs en génie civil, des cadres techniques chargés d'étude de génie civil, des architectes, des techniciens supérieurs en bâtiment, des administrateurs, des secrétaires de département et des femmes de

ménage.

Cette affaire réoccupe de nouveau le devant de l'actualité sociale, après que les représentants des travailleurs eurent décidé d'interpeller les responsables syndicaux de l'UGTA «pour le règlement de cette situation».

Pour rappel, la question des arriérés de salaire devait aboutir à un règlement en septembre 2006, lorsque la Centrale syndicale et le gouvernement avaient conclu un accord pour le paiement des arriérés de salaire de 20 000 travailleurs.

Cette problématique avait fait l'objet de plusieurs réunions regroupant les représentants des ministères des Participations et de la Promotion des investissements, des Finances,

du Travail et de la Sécurité sociale, de l'Intérieur et des Collectivités locales ainsi que ceux de l'UGTA.

Au total, ils étaient presque 30 000 travailleurs répartis à travers 465 entreprises de cinq secteurs (textiles, cuirs, bois, bâtiment et agroalimentaire) qui attendaient de percevoir leurs arriérés de salaire.

Les textiles, un secteur en crise, compte à lui seul 5 000 employés relevant de 90 sociétés nationales.

Les salaires impayés étaient estimés à 70 milliards de centimes, selon le responsable de la Fédération nationale des travailleurs des textiles et cuirs.

**A. B.**